

# La Vie Internationale

## Le Voyage à Bonn

21 Janvier

1950

Le voyage de Monsieur Schuman à Bonn a fait passer au second plan les préoccupations asiatiques. La paix du monde, non dans l'immédiat, mais dans l'avenir dépend de l'harmonie franco-allemande. Cet effort de rapprochement coïncidait malheureusement avec le malaise provoqué en Allemagne par les négociations franco-sarroises. Esquissons une vue objective du différend.

### Le point de vue allemand.

Comme toujours on a laissé traîner la question litigieuse. C'est au lendemain de la défaite allemande que l'on devait régler dans le détail le statut des mines de la Sarre. C'est une des fautes du gouvernement de la libération d'avoir laissé planer un soupçon d'annexionisme dans les intentions françaises. Les allemands admettaient alors que nous avions le droit d'intégrer le territoire dans notre système économique, comme réparation des dommages infligés à la France par Hitler. Par contre les Allemands ne pouvaient admettre que le territoire soit détaché politiquement de l'Allemagne. Il fallait donc trouver une formule qui concilie les deux exigences : c'est évidemment difficile. Si l'on est de part de d'autre de bonne foi, c'est possible. Il le faut. On ne peut faire grief aux Allemands de refuser de détacher la Sarre du Reich. Ce serait implicitement souscrire à l'abandon des territoires au-delà de la ligne Oder-Neiss que la Russie a annexés au profit du vassal polonais. Un peuple n'admettra jamais le démembrement de son patrimoine territorial.

Et l'histoire prouve que toutes les violations de ce droit naturel à l'unité nationale ont été à l'origine des grands malheurs. Il est malheureusement symptomatique qu'il ait suffi qu'on discutât de la propriété des mines de la Sarre pour que les passions chauvines soient déchaînées outre Rhin. Le chancelier Adenauer a été obligé d'en tenir compte. Son discours au Bundesrat — que nous avons attentivement écouté — était plein de nuances et de modération, laissant la voie ouverte aux compromis. Souhaitons que l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe occidentale et la coopération franco-allemande ne soient pas remises en question.

Répetons-le: l'enjeu est grave et le temps presse. L'Allemagne remise sur pied, dotée d'une monnaie saine animée par une puissance de travail qui manque d'emploi cherche sa voie et la trouvera. Elle n'a pas choisi. Elle balance encore. Nous entendons au micro de Francfort une discussion entre présidents d'associations estudiantines allemandes de part et d'autre du rideau de fer. Cette jeunesse souffrit du découpage de l'Allemagne et veut avant tout le retour à l'unité. Cela seul compte et doit être réalisé par tous les moyens. Les Soviets le savent si bien que toute leur propagande s'appuie sur cette aspiration. Et notre impression est que s'ils réalisaient leur promesse, beaucoup d'Allemands, malgré leur haine et leur mépris du Russe, suivraient.

### L'affaire Nie-Moller.

L'affaire Nie Moller révèle la même tendance. Le célèbre pasteur lui aussi veut une solution qui laisse l'Allemagne libre de son orientation, qui la débarrasse de tous ses occupants, la mette sous la protection des Nations Unies, et, sous le couvert de cette neutralité, lui permette d'attendre l'issue de la guerre froide. Si le bolchevisme venait à s'écrouler, il y a gros à parier que l'Allemagne se tournerait alors vers la nouvelle Russie et que la frontière de supériorité, de concurrence, d'antagonisme séculaire se redresserait sur le Rhin. C'est ce qu'il faut empêcher même au prix de grands sacrifices matériels et moraux. Beaucoup d'Allemands le comprennent. Une récente enquête très objective — et qui nous a surpris — montrait qu'en zone française, grâce à notre administration dont il est juste de faire l'éloge, l'entente entre français et allemands était possible, la coopération fructueuse et facile.

### L'avenir.

Mais il faut arriver à autre chose qu'à des accords de troc commercial du genre de celui qu'on vient de signer. Il faut créer des liens économiques permanents sur lesquels il soit pratiquement impossible de revenir. L'idéal évidemment serait que cela se fit dans le cadre de l'unité européenne.

Il n'y aurait plus alors de question sarroise. Mais cette union, si elle est un jour, ne l'est pas pour demain. Attendre serait renoncer. Nous ne nous protégerons pas de la concurrence allemande par des barrières douanières. Au contraire, elle se fera sentir plus durement par le retour des marchés extérieurs. Ces barrières nous coûteront cent fois plus cher qu'une harmonisation de nos efforts. Mais il faut pour cela retrousser les manches, se mettre avec les Allemands à égalité d'activité, d'initiative, de sacrifices. C'est cela qui fait peur, tant aux employeurs qu'aux employés. On préfère s'en tenir aux ajustements sans portée durable : on verra bien. Ce qu'on verra, c'est une France isolée, produisant cher, avec des méthodes désuètes vivant chichement, paralysée par le poids des impôts.

Il souffle, en ce moment, un vent de nationalisme désuet qui est comme un écho des coups de bâton du lendemain de libération. Il porte deux slogans : tenir l'Allemagne en tutelle et se libérer de l'aide américaine. Ce sont aussi les mots d'ordre de la section française du bolchevisme.

Le vrai patriotisme a évolué comme tous les idéaux humains. Les notions de dignité et d'indépendance nationale ont subi la pression des transformations économiques et des rapports de force. Il faut faire l'Europe et pour que cela soit un jour — encore lointain — possible, coopérer avec l'Allemagne et maintenir aussi étroitement qu'il se peut la solidarité et la co-responsabilité devant la civilisation de la France et des Etats-Unis sans lesquelles il n'y a pas de prospérité possible. Toute autre attitude est démagogie — ou trahison.

CRITON.